

**Bassin du lac Tchad - Intervention
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 12 janvier 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint en charge des affaires humanitaires et M. Tayé Zerihoun, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques pour leurs exposés sur la situation dans la région du lac Tchad, et adresse un remerciement tout particulier à Mme Fatima Yerima Askira, du Borno Women Development Initiative, pour son témoignage particulièrement puissant, qui est une source d'inspiration pour nous tous.

Comme nous l'avons vu ces dernières semaines, Boko Haram, quoique affaibli, conserve une réelle capacité à mener des attaques ciblées et meurtrières, en particulier dans l'État de Borno. Et comme nous venons de l'entendre, la crise provoquée par Boko Haram engendre des besoins humanitaires absolument considérables.

Les femmes sont particulièrement visées. Ces populations vulnérables ne sont à l'abri nulle part et nous savons combien la situation dans les camps de déplacés est difficile.

La région du bassin du Lac Tchad est trop souvent hors de l'écran-radar des grands médias internationaux, et pourtant c'est l'une des régions du monde qui a le plus besoin de nous et de notre engagement.

Dans un tel contexte, nous encourageons activement les efforts des pays de la région et des Nations unies et travaillons avec eux selon trois axes principaux :

Un axe militaire d'abord, pour combattre Boko Haram avec toute la fermeté requise et affaiblir ses capacités de nuisance.

Nous savons que l'effort militaire mené par les pays de la région, effort qui est coordonné dans le cadre de la Force multinationale mixte, est particulièrement lourd, à la fois militairement et financièrement. Nous sommes tous alliés dans la lutte contre le terrorisme, quelle que soit la forme qu'il prend, et où qu'il frappe. C'est pourquoi la France traduit cette expression de solidarité en soutenant activement les opérations de lutte contre Boko Haram menées par les pays de la région. Nous apportons en particulier des renseignements au profit des pays engagés, un appui logistique au Tchad et au Niger, et des formations à destination des forces camerounaises.

Les opérations militaires en cours ont déjà fait la preuve de leur efficacité. De nombreux soldats de ces armées ont déjà payé le prix du sang dans cette offensive régionale : nous leur rendons un respectueux hommage.

La deuxième priorité est humanitaire, car les besoins, on l'a dit, sont immenses. Il est essentiel que les Nations unies poursuivent et accentuent leurs efforts, en étroite collaboration avec l'ensemble de leurs partenaires et avec les autorités locales, pour répondre aux besoins des populations.

À cet égard, nous espérons que les «hubs» humanitaires mis en place par les Nations unies au Nord-est du Nigéria pour servir de camps de base aux acteurs humanitaires et permettre un accès plus rapide aux populations pourront être rapidement opérationnels.

Nous rendons également un hommage particulier à MSF et à l'ensemble des organisations humanitaires qui sont engagées sur le terrain. Je tiens aussi à rappeler ici que le droit international s'applique à tous et que toutes les parties sont tenues d'autoriser les Nations unies et leurs partenaires à accéder aux personnes déplacées.

Les pays touchés par la crise sont en première ligne pour à la fois faciliter l'accès humanitaire, coordonner les différentes initiatives, et éviter les détournements de l'aide destinée aux déplacés.

La France, Monsieur le Président, prend et prendra toute sa part à cet effort collectif : pour la seule année 2016, nous avons contribué à hauteur de 13,5 millions d'euros pour répondre aux besoins humanitaires des pays affectés par Boko Haram.

La troisième priorité est celle du développement des régions où le mouvement est implanté. Faute de ce développement, indispensable en tout état de cause, ce mouvement terroriste continuera à prospérer sur la pauvreté et le sentiment d'exclusion dont il se nourrit.

C'est la raison pour laquelle la France a lancé «l'Initiative Lac Tchad» : d'un montant de 35 millions d'euros, cette importante initiative portée par l'Agence française de développement a pour but de favoriser le relèvement économique de la région et la création d'emplois, notamment en direction de la jeunesse, première cible, il faut le rappeler, de Boko Haram.

Monsieur le Président, dans le contexte qui vient d'être rappelé, la région du bassin du lac Tchad doit être au coeur des priorités de notre Conseil. Comme nous y encourage le Secrétaire général des Nations unies, sachons combiner l'ensemble des moyens à notre disposition - militaires, humanitaires et de développement - pour faire une différence sur le terrain.

Dans cet esprit, la France appuie résolument le projet d'une visite prochaine du Conseil de sécurité dans la région.

Je vous remercie./.